

L'été dernier, le SNCTA était seul au niveau national pour essayer d'éviter le dévoiement d'une réserve opérationnelle sanitaire qui avait fait ses preuves. Las, l'administration est passée en force sur un texte dénué de tout sens logique visant, non pas à répondre à la crise sanitaire, mais à mettre à sac toute l'organisation du travail des contrôleurs dans un élan d'opportunisme totalement assumé.

Fin 2020 et tout au long de ce début d'année, le SNCTA était localement, là encore, entièrement seul à travailler à une déclinaison des RO à CDG qui aurait pu permettre de reconnaître l'investissement des contrôleurs et de ne pas mettre un coup d'arrêt total à tous les groupes de travail, réunions ou commissions nécessaires au bon fonctionnement de notre centre de contrôle. Las, le service, sous couvert de « cadrages DO » officieux excluant tout dialogue social, est passé en force et la machine CDG s'est grippée.

Sans doute de crainte de ne plus savoir quoi répondre aux remarques du SNCTA qui ne ménage pas ses efforts pour évoquer les nombreux blocages que suscite son nouveau système, le service ne nous accorde plus aucune réunion de travail depuis un mois et demi. A la place, il organise des réunions dans chaque subdivision pour faire pression directement sur les contrôleurs au sujet de RD incompréhensibles et non cadrés par l'arrêté 2002, puis convoque un CS RO en séance plénière, simulacre d'une supposée volonté de discuter. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette énième pantalonnade et avons donc décidé de ne pas siéger.

Dans son mail d'invitation, le chef de service a basement renié l'un des rares éléments que le SNCTA avait obtenu de l'ancien chef d'organisme en comité technique : le nécessaire passage en CT des schémas d'armement en cas de diminution de BV en dehors du contexte sanitaire. Le service espèrerait-il pouvoir tirer profit de la fin du confinement pour poursuivre ses expériences sociales dans son nouveau laboratoire RH de CDG ?

Dans ce contexte de dialogue social fallacieux et verrouillé par des « cadrages DO », le SNCTA refuse de servir de caution morale à ceux qui n'ont rien à dire comme à ceux qui n'en ont rien à faire, et les a laissés à leur mascarade, en tête à tête.

